



Paris, le 25 avril 2012

## **Boycott de SALSA** **(Système d'Agrégation en Ligne du Suivi d'Activité)**

Les agents réunis en assemblées générales dans de nombreux services de notre ministère ont décidé le boycott du Système d'agrégation en ligne du suivi d'activité (SALSA), outil de pilotage de la mise en œuvre, pour notre ministère et celui de l'agriculture, de la Loi organique sur les lois de finances (LOLF). C'est en 2009 que notre ministère a regroupé tous les outils existant en un seul.

Cette action revendicative des personnels dit STOP aux suppressions d'emplois, STOP aux abandons de missions, STOP à l'absence de réflexions sur les besoins de notre service public pour exercer l'ensemble de ses missions au service des citoyens et des collectivités.

La LOLF a fait passer l'action de l'Etat d'une logique de moyens à une logique de résultats avec l'instauration d'objectifs fixés en dehors de toute concertation avec les acteurs du service public et les usagers. Dans ce contexte, la mesure fallacieuse des résultats est un bon prétexte pour organiser la casse du service public. Certaines missions sont abandonnées soit au regard de la "faible performance" (coût d'investissement/efficacité), soit par manque de moyens (plus assez d'effectifs pour faire correctement) !

Fallacieuse, oui, parce que l'outil SALSA n'est pas fait pour mesurer la réalité du temps de travail en lien avec l'activité, mais au contraire pour en dissimuler la réalité à la représentation nationale, la réalité. SALSA ne tient pas compte des dépassements d'horaires comme les heures supplémentaires, les horaires de travail écrêtés, le forfait jour, ... Cet outil, qui a pour unité l'Equivalent temps plein (ETP), n'a pour autre fonction que de faire correspondre le temps passé par programme LOLF avec ce que le ministère a présenté en loi de finance aux députés.

Soyons clairs, l'efficacité du service public doit bien être mesurée, mais cela passe par la mesure de son efficacité sociale, la pertinence de ses réponses aux besoins de la société et des populations. Ce ne sont pas ces indicateurs qui sont utilisés. Il est plus facile de pointer le coût des services publics que leur utilité !

Les qualifications, l'expérience, les capacités individuelles et collectives sont les facteurs fondamentaux de l'efficacité du travail. L'organisation du travail et la gestion du temps sont des tâches partagées et collectives comme l'animation des équipes de travail. Elle relève de la capacité donnée à l'encadrement de définir et d'obtenir les moyens. Dans nos services peu importe le dialogue de gestion entre DDT-M et DREAL, par exemple : moins c'est moins et basta débrouillez vous !

Cet outil permettrait de défendre les effectifs du ministère : c'est faux ! Comment peut-on imaginer que cet outil aurait pu remettre en cause les décisions de réduction continue d'effectifs, notamment le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux ? Un SALSA complet, avec tous les temps passés, pourrait sans doute approcher la réalité des besoins des services pour effectuer en totalité l'ensemble des missions qui leur sont confiées. Ce n'est pas le cas ! La diminution des moyens sans clarification des missions conduit à la dégradation des conditions de travail, à la souffrance au travail, à terme, à l'inefficacité collective à terme des services et à la dégradation de la qualité de vie de nos concitoyens.

**Voilà pourquoi, malgré les pressions de l'encadrement,  
le boycott du suivi d'imputation des temps doit se poursuivre.  
Soyons offensifs et solidaires !  
Restons mobilisés et poursuivons l'action et les débats !**